

Brochure n° 3300

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2128. – MUTUALITÉ**

**AVENANT N° 16 DU 18 JANVIER 2012**

**RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : ASET1250476M

IDCC : 2128

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux se sont réunis afin de réexaminer les conditions dans lesquelles les salariés des organismes mutualistes relevant du champ d'application de la convention collective nationale de la mutualité du 31 janvier 2000 bénéficient de garanties collectives en matière d'incapacité, d'invalidité et de décès.

Les parties ont entendu poursuivre deux objectifs principaux :

- repreciser et actualiser les modalités d'application et de fonctionnement du régime conventionnel telles que définies à l'article 15.2 de la convention ainsi qu'à ses annexes IV et V, afin de tenir compte des dernières évolutions intervenues en la matière ;
- confirmer la désignation des organismes assureurs jusqu'à présent désignés pour assurer la mutualisation des risques au sein de la branche de la mutualité. Dans ce cadre, la création de l'organisme assureur Mutex, qui se substitue à l'UNPMF, conduit les partenaires sociaux à désigner Mutex au lieu et place de l'UNPMF, étant précisé que Mutex reprendra intégralement les engagements qui incombait jusqu'à présent à l'UNPMF.

Dans ce contexte, le présent avenant a pour objet de modifier la convention collective nationale de la mutualité dans les conditions suivantes.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 15.2 de la convention collective nationale  
de la mutualité du 31 janvier 2000*

L'article 15.2 « Garanties de prévoyance » est intégralement supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 15.2. Garanties de prévoyance

15.2.1. Champ d'application

a) Entreprises soumises

Tous les organismes entrant dans le champ d'application de la convention collective de la mutualité sont tenus d'adhérer, pour la couverture de leur personnel, auprès de l'un des organismes assureurs désignés à l'article 15.2.4.

#### b) Salariés bénéficiaires et caractère obligatoire de l'affiliation

Le présent régime de prévoyance, couvrant les risques "incapacité, invalidité, décès, rente éducation, rente de conjoint, rente de survie", bénéficie à l'ensemble des salariés relevant du champ d'application de la présente convention, sans condition d'ancienneté.

L'affiliation des salariés au régime est obligatoire. Elle s'impose donc dans les relations individuelles de travail et les salariés ne peuvent s'opposer au précompte de leur quote-part de cotisations.

#### c) Cas particulier des salariés en suspension du contrat de travail

L'adhésion des salariés est maintenue en cas de suspension de leur contrat de travail, quelle qu'en soit la cause, dès lors qu'ils bénéficient, pendant cette période, d'un maintien de salaire, total ou partiel, ou d'indemnités journalières complémentaires financées au moins en partie par l'employeur.

En cas de suspension du contrat de travail pour cause de maladie, aucune cotisation (tant patronale que salariale) ne sera due dès lors que le salarié bénéficie des prestations du présent régime.

Dans les autres cas de suspension donnant lieu à indemnisation par l'employeur, ce dernier verse une contribution identique à celle versée pour les salariés actifs pendant toute la période de suspension du contrat de travail indemnisée. Parallèlement, le salarié doit obligatoirement continuer à acquitter sa propre part de cotisations.

Enfin, dans les autres cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu à maintien de salaire par l'employeur ou indemnisation, les salariés auront la possibilité, s'ils le souhaitent, de solliciter auprès de l'organisme assureur leur adhésion à un contrat individuel de prévoyance leur assurant des prestations analogues à celles prévues par l'annexe IV de la présente convention. Les cotisations servant au financement de ce contrat individuel seront exclusivement à la charge du salarié, et acquittées directement auprès de l'organisme assureur.

#### 15.2.2. Garanties

Les garanties dont bénéficient les salariés en application du présent régime de prévoyance sont résumées à l'annexe IV de la présente convention.

En tout état de cause, il est précisé que les garanties et leurs modalités d'application relèvent de la seule responsabilité de l'organisme assureur et seront versées dans les conditions et limites fixées par le contrat d'assurance et la notice d'information.

#### 15.2.3. Cotisations

La répartition des cotisations servant au financement du présent régime de prévoyance entre l'employeur et les salariés est mentionnée dans le tableau ci-dessous. Les taux sont détaillés à l'annexe V de la présente convention.

|                       | EMPLOYEUR |      | SALARIÉ |      |
|-----------------------|-----------|------|---------|------|
|                       | TA        | TB   | TA      | TB   |
| Décès et rentes liées | 100 %     | 75 % | 0 %     | 25 % |
| IJ                    | 23 %      | 23%  | 77 %    | 77 % |
| Invalidité            | 87 %      | 87%  | 13 %    | 13 % |

#### 15.2.4. Organisation de la mutualisation des risques

##### a) Organismes assureurs désignés

Les partenaires sociaux ont décidé de confier la couverture des garanties prévues par le présent régime de prévoyance (telles que définies en annexe IV) aux organismes assureurs suivants.

Pour le personnel non cadre TA/TB et cadre TA :

- Mutex ;
- mutuelle générale de prévoyance (MGP) ;
- mutuelle de France prévoyance (MFP).

Pour le personnel cadre TB :

- Mutex ;
- mutuelle générale de prévoyance (MGP) ;
- mutuelle de France prévoyance (MFP) ;
- Malakoff Médéric Prévoyance.

La distribution et la gestion des garanties sont assurées pour le compte de Mutex par la mutuelle Chorum.

*b) Mutualisation des risques*

Les modalités d'organisation de la mutualisation des risques entre les organismes assureurs désignés sont précisées dans le cadre du contrat de garanties collectives souscrit à cet effet. Un compte de résultats unique est établi.

*c) Réexamen du choix des organismes désignés*

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les partenaires sociaux devront, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'avenant n° 16 à la convention collective nationale de la mutualité, réexaminer les modalités de renouvellement des organismes assureurs désignés ci-dessus. A cet effet, ils se réuniront 6 mois avant l'échéance.

*d) Incidence du changement d'organisme(s) assureur(s)*

En cas de changement d'organisme(s) assureur(s), les rentes en cours de service seront revalorisées par le ou les nouveaux organismes assureurs, selon le même mode que le contrat précédent, conformément aux exigences de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale.

Les garanties décès seront également maintenues au profit des personnes bénéficiant des prestations incapacité ou invalidité à la date d'effet de la résiliation du contrat d'assurance.

Enfin, les bases de calcul des différentes prestations relatives à la couverture du risque décès seront, dans ce cas, au moins égales à celles déterminées par le contrat de l'organisme assureur qui a fait l'objet de la résiliation, et les prestations décès continueront à être revalorisées après la résiliation du contrat d'assurance, lorsqu'elles prennent la forme de rente. Les partenaires sociaux s'engagent à faire couvrir cette obligation par le nouvel organisme assureur, s'agissant de la revalorisation des rentes en cours.

#### 15.2.5. Commission paritaire de suivi

Une commission paritaire composée de 2 représentants par organisation syndicale représentative au plan national et d'un nombre équivalent de représentants de l'UGEM examine chaque année le fonctionnement du régime de prévoyance, et plus particulièrement les résultats du régime.

Dans ce cadre, la commission exerce notamment les missions suivantes :

- détermination et suivi périodique des indicateurs de pilotage du régime ;
- suivi périodique des éléments statistiques ;
- étude des litiges portant sur l'application du régime ;
- examen des documents d'information diffusés aux employeurs et aux salariés ;
- avis et propositions d'évolution après la réalisation des études techniques nécessaires.

La présidence de la commission est alternativement tenue par le collège employeur et le collège salarié. Le président salarié est élu par les représentants de son collège à la majorité simple des présents. Les organismes assureurs assistent la commission dans ses travaux.

Les avis de la commission sont adoptés à la majorité des présents et transmis à la commission paritaire nationale, qui aura à se prononcer tous les 5 ans sur les modalités d'application du régime, et notamment les modalités de renouvellement des organismes assureurs désignés.

### 15.2.6. Information

Les organismes assureurs désignés à l'article 15.2.4 ci-dessus remettent à chaque organisme mutualiste adhérent une notice d'information résumant notamment les garanties issues du présent régime de branche et leurs modalités d'application.

Les partenaires sociaux rappellent que les organismes mutualistes adhérents sont tenus de remettre un exemplaire de cette notice à chacun de leurs salariés. »

### Article 2

L'annexe IV de la convention collective nationale de la mutualité du 31 janvier 2000 est modifiée comme suit :

#### « ANNEXE IV

#### *Enoncé des garanties du régime de prévoyance (non-cadres et cadres)*

Les garanties dont bénéficient les salariés en application du régime de prévoyance prévu par l'article 15.2 de la convention collective nationale de la mutualité, en matière d'incapacité, invalidité, décès, rente éducation, rente de conjoint, sont définies dans le tableau ci-dessous.

En tout état de cause, les garanties et leurs modalités d'application seront définies par le contrat de garanties collectives, les conditions générales et la notice d'information.

| GARANTIES   | TRANCHE A   | TRANCHE B   |
|---|---|---|
| <b>Décès. – Invalidité absolue et définitive <sup>(1)</sup></b>       |   |   |
| Montant   | 175 %   | 415 %   |
| Majoration par enfant à charge  | 30 %  | 100 %   |
| Majoration pour accident  | 50 % du capital décès toutes causes (y compris maj. fam.)   | 50 % du capital décès toutes causes (y compris maj. fam.) |
| Garantie double effet   | 100 % du capital décès toutes causes  | 100 % du capital décès toutes causes                      |
| Capital décès supplémentaire  | 115 %   |   |
| <b>Rente du conjoint <sup>(1)</sup></b>                               |   |   |
| Montant de la rente viagère   | (65 – X) x 0,20 % du salaire de référence<br>(X correspondant à l'âge de l'assuré au jour du décès) |   |
| Montant de la rente temporaire  | (X – 25) x 0,20 % du salaire de référence<br>(X correspondant à l'âge de l'assuré au jour du décès) |   |
| <b>Rente éducation <sup>(1)</sup></b>                                 |   |   |
| – jusqu'à 17 ans  | 9 %   | 9 %   |
| – de 18 à 25 ans  | 9 %   | 9 %   |
| Majoration en cas de décès simultané                                  | 50 % de la rente servie   | 50 % de la rente servie                                   |
| <b>Rente de survie <sup>(1)</sup></b>                                 | 10 %  | 10 %  |
| Doublée en cas de décès simultané                                     |   |   |
| <b>Indemnités journalières <sup>(3)</sup></b>                         |   |   |
| A partir du 91 <sup>e</sup> jour d'arrêt de travail consécutif ou non | 80 %  | 80 %  |

| GARANTIES  | TRANCHE A | TRANCHE B |
|--|-----------|-----------|
| <b>Invalidité permanente</b> <sup>(2)</sup>  |           |           |
| 1 <sup>re</sup> catégorie :  |           |           |
| – salarié en activité à temps partiel ;  | 100 %     | 100 %     |
| – salarié n'exerçant pas d'activité  | 60 %      | 60 %      |
| 2 <sup>e</sup> catégorie   | 100 %     | 100 % *   |
| 3 <sup>e</sup> catégorie   | 100 %     | 100 % **  |
| <b>Incapacité permanente</b> <sup>(2)</sup>  |           |           |
| Taux d'incapacité compris entre 33 % et 66 %   | 100 %     | 100 %     |
| Taux d'incapacité ≥ 66 %   |           |           |
| – sans tierce personne   | 100 % *   | 100 % *   |
| – avec tierce personne   | 100 % **  | 100 % **  |
| <p>(1) La rémunération annuelle de référence servant de base au calcul des prestations est établie à partir du montant des rémunérations fixes brutes ayant donné lieu à cotisations pendant le trimestre civil précédant celui au cours duquel est survenu le décès (ou la première constatation médicale de l'invalidité absolue et définitive) majorées du quart des rémunérations supplémentaires afférentes aux 4 derniers trimestres civils ayant donné lieu à cotisation (55 % d'une mensualité en juin et mensualité supplémentaire de décembre) qui est ensuite multiplié par 4.</p> <p>(2) Pour le calcul des prestations d'invalidité et d'incapacité permanente : sont prises en compte les rémunérations nettes imposables (hors les 55 % de la mensualité versée en juin et la mensualité supplémentaire de décembre) qu'aurait perçues l'intéressé pendant le mois civil précédant celui au cours duquel se situe l'arrêt de travail majorées de 1/12 des rémunérations nettes supplémentaires ayant donné lieu à cotisations durant les 12 mois précédant l'arrêt de travail (mensualités supplémentaires de juin et décembre).</p> <p>(3) Pour l'application des modalités de calcul des indemnités journalières, la rémunération brute mensuelle à prendre en compte est celle qui aurait été perçue au titre du mois civil précédant celui au cours duquel se situe l'arrêt de travail.</p> <p>La rémunération mensuelle brute visée ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– s'entend à l'exclusion de toute mensualité ou quote-part de mensualités supplémentaires versées en juin et décembre en application de la convention collective nationale ;</li> <li>– doit être majorée de 1/12 brut de ces mensualités ou quotes-parts de mensualités supplémentaires versées au cours des 12 mois précédant l'arrêt de travail.</li> </ul> <p>L'application des dispositions ci-dessus ne peut en aucun cas conduire un salarié à percevoir au titre de l'indemnisation de l'arrêt de travail plus que ce qu'il aurait perçu s'il avait été en activité.</p> <p>* Majoration de 10 % de la rémunération de référence pour 3 enfants à charge.</p> <p>** Majoration de 15 % de la rémunération de référence pour 3 enfants à charge.</p> |           |           |

### Article 3

L'annexe V de la convention collective nationale de la mutualité du 31 janvier 2000 est modifiée comme suit :

#### « ANNEXE V

#### *Cotisations du régime de prévoyance (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007) <sup>(1)</sup> (non-cadres et cadres)*

|                   | TRANCHE A<br>(%) | TRANCHE B<br>(%) |       |
|-------------------|------------------|------------------|-------|
|                   |                  | Non-cadre        | Cadre |
| <b>Décès</b>      | 0,84             | 1,14             | 2,12  |
| Employeur         | 0,84             | 0,86             | 1,59  |
| Soit              | 100,00           | 75,00            | 75,00 |
| Salarié           | 0,00             | 0,28             | 0,53  |
| Soit              | 0,00             | 25,00            | 25,00 |
| <b>Incapacité</b> | 0,73             | 1,07             | 0,94  |
| Employeur         | 0,17             | 0,25             | 0,22  |
| Soit              | 23,00            | 23,00            | 23,00 |
| Salarié           | 0,56             | 0,82             | 0,72  |
| Soit              | 77,00            | 77,00            | 77,00 |

|                   | TRANCHE A<br>(%) | TRANCHE B<br>(%) |       |
|-------------------|------------------|------------------|-------|
|                   |                  | Non-cadre        | Cadre |
| <b>Invalidité</b> | 0,90             | 2,34             | 1,09  |
| Employeur         | 0,78             | 2,04             | 0,95  |
| Soit              | 87,00            | 87,00            | 87,00 |
| Salarié           | 0,12             | 0,30             | 0,14  |
| Soit              | 13,00            | 13,00            | 13,00 |
| <b>Total</b>      | 2,47             | 4,55             | 4,15  |
| Employeur         | 1,79             | 3,15             | 2,76  |
| Salarié           | 0,68             | 1,40             | 1,39  |
| Taux employeur    | 73,00            | 69,00            | 66,00 |
| Taux salarié      | 27,00            | 31,00            | 34,00 |

#### Article 4

##### *Dépôt. – Extension. – Date d'entrée en vigueur*

Conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent avenant sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire sera également remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant auprès du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé du budget, conformément aux dispositions de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le premier jour du trimestre suivant son extension.

Fait à Paris, le 18 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

##### **Organisation patronale :**

UGEM.

##### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC.

(1) Les taux de cotisations ci-dessus résultent de la majoration des taux d'appel fixés par l'article 2 de l'avenant n° 10 en date du 7 juillet 2006.

Les taux d'appel des cotisations sont fixés à :

- 110 % pour la cotisation au risque décès ;
- 106 % pour la cotisation au risque incapacité ;
- 120 % pour la cotisation au risque invalidité. »